

COMPLÉMENT D'INFORMATIONS SUR CASH INVESTIGATION

1 – POURQUOI LES ETUDES SANTE CONTREDISENT LES CONCLUSIONS DE CASH INVESTIGATION ?

L'HYPOTHESE SELON LAQUELLE NOS ENFANTS SERAIENT AUJOURD'HUI PLUS EN DANGER QUE PAR LE PASSE N'EST PAS PLAUSIBLE

Il est incohérent d'affirmer que nos enfants sont de plus en plus malades à cause des produits phytopharmaceutiques, alors que depuis les années 1990 l'usage de ces produits est en baisse régulière et les conditions d'application ne cessent de s'améliorer. L'exposition de la population à nos produits est donc en forte diminution depuis cette époque.

De plus, 75% des produits présents à cette époque ne sont plus présents sur le marché et ont été remplacés par des produits plus sûrs et mieux évalués. Ainsi, ces évaluations montrent que la toxicité des molécules a été divisée en moyenne par 8,5 depuis 1950.

Tous les résultats des plans de contrôle européens montrent une diminution de la présence de résidus dans nos aliments grâce aux efforts de l'ensemble de la filière agricole et agroalimentaire (Rapport EFSA 2015 sur les résidus de pesticides dans les aliments, EFSA Journal 2015;13(3):4038¹) : 5,5% de dépassement des LMR en 2002 vs. 1,5% en 2013.

Contrairement aux affirmations de Mr DUFUMIER, 54,6% de nos aliments ne contiennent aucune trace détectable de produit phytos, et 97,4% sont conformes aux limites légales.

L'HYPOTHESE D'UN LIEN ENTRE L'AUGMENTATION DE L'AUTISME ET L'USAGE DES INSECTICIDES NE RESISTE PAS A L'EXAMEN DES FAITS

L'autisme est une maladie complexe dont les causes sont mal connues. Mais comment affirmer que certains insecticides seraient responsables de son augmentation, alors qu'ils sont de moins en moins utilisés - depuis 1990, les quantités d'insecticides utilisés ont été divisées par 6 en France.

S'il y avait un lien entre autisme et insecticides, comme l'affirme Cash Investigation, nous aurions dû observer une explosion de l'autisme chez les enfants d'agriculteurs dès les années 80 et 90 puisque ce sont les populations qui sont les plus en contact avec nos produits, et qu'à cette époque les produits n'avaient pas les mêmes exigences en matière d'évaluation.

IL N'Y A PAS PLUS DE CANCERS DES ENFANTS EN GIRONDE, TOUT COMME IL N'Y A PAS PLUS DE CANCERS INFANTILES DANS LES DEPARTEMENTS QUI UTILISENT LE PLUS DE PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES.

L'Institut National du Cancer (INCa) contredit formellement les affirmations de Cash Investigation. L'INCa, qui analyse les données du cancer en France, affirmait très clairement hier encore, au sujet des enfants : « *globalement, le nombre de nouveaux cas est stable. Et, l'environnement, pointé du doigt pour certains cancers chez l'adulte, n'est pour l'heure pas incriminé dans les cancers de l'enfant. Les études menées pour comparer la fréquence des cancers chez l'enfant avec l'exposition à des facteurs de risques en période prénatale ou pendant l'enfance (pesticides, polluants liés au trafic, tabagisme passif, etc.) n'ont pas donné de résultat probant²* ».

Les mêmes données de l'INCa montrent que l'incidence des cancers chez les enfants est identique dans tous les départements français. Il n'y a donc pas plus de cancers chez les enfants en Gironde comme l'affirme Cash Investigation.

¹ http://www.efsa.europa.eu/sites/default/files/scientific_output/files/main_documents/4038.pdf

² Citation relative au rapport « Survie des personnes atteintes de cancer en France métropolitaine 1989-2013 (INCa-INV5, février 2016)

LES ETUDES SUR LES AGRICULTEURS CONTREDISENT FORMELLEMENT LES CONCLUSIONS DE CASH INVESTIGATION

Cash Investigation a passé sous silence les deux plus grandes études au monde sur l'impact des pesticides sur la santé : l'Agricultural Health Study, aux USA, qui suit plus de 50 000 agriculteurs depuis 1993, et l'étude AGRICAN, menée en France sur plus de 180 000 personnes.

Ces études sont fondamentales car elles portent sur des professionnels qui sont entre 100 et 100 000 plus exposés aux pesticides : ce que l'on n'observe pas chez les agriculteurs n'a aucune chance d'être observé sur la population générale. Ces études montrent à la fois une meilleure espérance de vie et une moindre incidence globale des cancers chez les agriculteurs américains et français. Cela ne correspond en aucun cas à la catastrophe sanitaire décrite par Cash Investigation.

NB : Dans l'étude AGRICAN, les résultats de la région Gironde sont encore plus positifs que pour le reste des agriculteurs suivis en France.

Les études sur certaines maladies et cancers rares chez les agriculteurs se poursuivent pour comprendre si des produits phytopharmaceutiques pourraient être impliqués dans une augmentation du risque de ces maladies. Le cas échéant, ces produits seront soit retirés du marché par les autorités sanitaires, soit feront l'objet de précautions supplémentaires pour éviter l'exposition des personnes concernées.

2- POURQUOI LES NIVEAUX D'EXPOSITION AUX PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES GARANTISSENT L'ABSENCE D'IMPACT SUR LA SANTE ?

L'EXPOSITION AUX PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES N'A JAMAIS ETE AUSSI FAIBLE

Les consommateurs sont exposés à des doses de pesticides très inférieures aux seuils de sécurité. L'EFSA conclut qu'il est très improbable que l'exposition aux résidus de produits phyto par l'alimentation, même à long terme, engendre des effets sur la santé des consommateurs. (Rapport EFSA 2015).

LA PRESENCE DE PRODUITS DANS NOTRE ENVIRONNEMENT N'EST EN AUCUN CAS LA DEMONSTRATION D'UN RISQUE

La précision de la détection des produits dans l'eau a été multipliée par 100 000 en 30 ans, et par 100 dans les aliments. Le fait que l'on retrouve parfois des traces de produits phytopharmaceutiques dans notre environnement est simplement la démonstration de l'amélioration des méthodes d'analyse. Il n'y a pas de contamination généralisée de notre environnement et ces doses sont sans risque pour la santé humaine.

3 - POURQUOI LE TRAVAIL D'EVALUATION DES PRODUITS ASSURE LA SECURITE DE L'UTILISATEUR JUSQU'AU CONSOMMATEUR ?

LES ETUDES MISES EN AVANT PAR CASH INVESTIGATION ONT ETE PRISES EN COMPTE DANS LES PROCESSUS DE REEVALUATION

Pour obtenir une autorisation de mise sur le marché, le processus d'homologation impose à nos entreprises de réaliser environ 300 études pendant près de 10 ans, couvrant tous les effets sur la santé et l'environnement.

Par ailleurs, ce sont les autorités sanitaires européennes et françaises, ainsi que le Ministère de l'Agriculture, qui décident si un produit peut être présent sur le marché, garantissant ainsi la sécurité de l'utilisateur jusqu'au consommateur.

Tous les 10 ans, chaque produit est réévalué par les autorités sur la base de l'ensemble de la littérature scientifique disponible. Une nouvelle étude peut également conduire à tout moment à une réévaluation anticipée et à un retrait si nécessaire par les autorités sanitaires. Si les nouvelles études n'aboutissent pas au retrait d'un produit par les autorités, c'est simplement qu'elles ne remettent pas en cause la globalité des données disponibles et les évaluations précédentes.

La science et les décisions des autorités s'imposent aux entreprises, et non l'inverse comme le suggère l'émission. La preuve en est que les exigences en matière de santé et d'environnement ont conduit au retrait par les firmes ou les autorités des trois quarts des molécules présentes sur le marché dans les années 90.

LE SYSTEME EUROPEEN D'EVALUATION A PROUVE QU'IL FONCTIONNE

La principale conclusion du rapport INSERM sur les risques liés aux pesticides (2013) est que les molécules suspectées d'effets sur la santé ont quasiment toutes déjà été retirées du marché. Cela confirme l'efficacité des évaluations des produits menées par les autorités sanitaires comme les entreprises de produits phytos. Cash Investigation fait référence à ce rapport, mais passe malheureusement sous silence cette conclusion qui confirme la qualité de l'évaluation européenne.

L'INDUSTRIE DE LA PROTECTION DES PLANTES EST FORTEMENT ENGAGEE DANS LA SECURITE DE SES PRODUITS ET DE LEURS CONDITIONS D'UTILISATION

En 2013, le coût de la recherche représentait 9,3 % du chiffre d'affaires des entreprises de la protection des plantes³. À titre de comparaison, les secteurs de l'aéronautique ou l'automobile y consacrent respectivement 6% et 5% de leurs chiffres d'affaires.

Par ailleurs, aux cotés de l'ensemble des acteurs de la filière agricole, nous participons au suivi de l'utilisation des produits, à des actions locales visant à prendre en compte les enjeux environnementaux. Nous investissons dans la promotion de la sécurité et de la protection de l'utilisateur, au travers de campagnes de sensibilisation aux bonnes pratiques, la lutte contre la contrefaçon ou la conception de services aux agriculteurs par le développement d'Outils d'Aide à la Décision. Nous contribuons également au financement du dispositif de collecte et de recyclage de nos emballages et produits non-utilisables...

À SE CONCENTRER SUR DES DANGERS POTENTIELS (SANS SE REFERER AUX NIVEAUX REELS D'EXPOSITION, ET AVEC UNE PRISE EN COMPTE LIMITEE DE L'ENSEMBLE DES DONNEES SCIENTIFIQUES DISPONIBLES), CE REPORTAGE PARTIAL OMET L'UTILITE INDENIABLE DES PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES POUR UNE MEILLEURE ALIMENTATION, DIVERSIFIEE, DE QUALITE ET EN QUANTITE SUFFISANTE A UN COUT ABORDABLE POUR LE PLUS GRAND NOMBRE.

³ [Source : « Research and development investment in relation to turnover », P. Mac Dougall , European Innovation Scoreboard, 2013]